



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

QUELS EFFETS DES CIRCUITS COURTS DE COMMERCIALISATION SUR LES MOYENS D'EXISTENCE DES AGRICULTEURS FAMILIAUX ? LE CAS D'UNE FOIRE PAYSANNE À QUITO (ÉQUATEUR)

Veronica Bonomelli et Laurence Roudart

Société française d'économie rurale | « Économie rurale »

2019/1 n° 367 | pages 95 à 111

ISSN 0013-0559

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-economie-rurale-2019-1-page-95.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Société française d'économie rurale.

© Société française d'économie rurale. Tous droits réservés pour tous pays.



Quels effets des circuits courts de commercialisation sur les moyens d'existence des agriculteurs familiaux ? Le cas d'une foire paysanne à Quito (Équateur)

The effects of short food supply chains on the livelihoods of family farmers.

The case of a peasant fair in Quito (Ecuador)

Veronica Bonomelli et Laurence Roudart



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/6599>

DOI : 10.4000/economierurale.6599

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2019

Pagination : 95-111

ISSN : 0013-0559

Distribution électronique Cairn



CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

Référence électronique

Veronica Bonomelli et Laurence Roudart, « Quels effets des circuits courts de commercialisation sur les moyens d'existence des agriculteurs familiaux ? Le cas d'une foire paysanne à Quito (Équateur) », *Économie rurale* [En ligne], 367 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 05 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/6599> ; DOI : 10.4000/economierurale.6599

Quels effets des circuits courts de commercialisation sur les moyens d'existence des agriculteurs familiaux ? *Le cas d'une foire paysanne à Quito (Équateur)*

Veronica BONOMELLI • Centre d'Études de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) à l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique

veronica.bonomelli@ulb.ac.be

Laurence ROUDART • Centre d'Études de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) à l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique

lroutard@ulb.ac.be

En Équateur, les circuits courts se développent, sous l'impulsion de l'État et des organisations de la société civile soucieuses de promouvoir l'agriculture familiale marginalisée. Cet article utilise le cadre analytique des moyens d'existence durables (*Sustainable Livelihoods Framework*) pour étudier les effets sur des petits producteurs agricoles de leur participation à une foire hebdomadaire de vente directe aux consommateurs, à Quito. Il montre que cette participation entraîne, de manière directe et indirecte, un renforcement de plusieurs de leurs capitaux, qui induit à son tour une amélioration des conditions d'existence et des ressources productives.

MOTS-CLÉS : *circuits courts, agriculture familiale, souveraineté alimentaire, moyens d'existence, Équateur*

***The effects of short food supply chains on the livelihoods of family farmers.
The case of a peasant fair in Quito (Ecuador)***

In Ecuador, short food supply chains are developing under the impetus of the State and civil society organizations concerned with the promotion of marginalized family farming. This paper uses the Sustainable Livelihoods Framework to shed light on the effects on small scale farmers of their participation in a weekly fair of direct sales to consumers in Quito. It shows that this participation entails, directly and indirectly, a strengthening of many of their assets, which in turn leads to an improvement in living conditions and productive resources. (JEL: N56, Q12, Q13, R29).

KEYWORDS: *short food supply chains, family farm agriculture, food sovereignty, livelihoods, Ecuador*

L'Équateur fait partie des pays qui ont inscrit la souveraineté alimentaire dans leur Constitution et qui, à ce titre, ont pris récemment des mesures pour faciliter le développement des circuits courts alimentaires. Dans ce contexte, des organisations de la société civile telles que le *Movimiento de Economía Social y Solidaria en Ecuador* (MESSE) et le *Colectivo Agroecológico* ont lancé diverses initiatives de circuits courts, parmi lesquelles des foires paysannes qui

sont des marchés de vente directe des producteurs aux consommateurs. L'objectif de cet article est de contribuer au débat sur la viabilité des agricultures familiales, plus précisément sur le rôle que les circuits courts alimentaires peuvent jouer dans cette viabilité, en analysant les effets sur des agriculteurs familiaux de leur participation à la *Feria Solidaria Frutos de Nuestra Tierra*, une foire hebdomadaire qui se tient dans la ville de Quito. À cette

fin, nous utilisons le cadre analytique des moyens d'existence durables (*Sustainable Livelihoods Framework*, ci-après dénommé cadre SLF), un cadre holistique et pluridisciplinaire bien connu dans les Études du Développement depuis les années 1990. Pour autant, à notre connaissance, il n'a pas encore été utilisé pour étudier ce genre de question.

Dans le texte qui suit, la première partie présente les débats sur les agricultures familiales, les circuits courts et la souveraineté alimentaire, dans lesquels notre étude s'inscrit, ainsi que le cadre SLF. La deuxième partie expose le développement des circuits courts en Équateur, ainsi que le cas étudié. La troisième partie analyse les effets de la participation à la foire sur les capitaux et sur le bien-être subjectif des producteurs.

Agricultures familiales, circuits courts et cadre d'analyse des moyens d'existence

1. La résurgence du débat sur les agricultures familiales

À la suite de la flambée des prix sur les marchés internationaux de denrées agricoles en 2007/2008, et des crises d'accès à l'alimentation qui en ont résulté dans plusieurs villes de pays pauvres, le débat sur les structures de production agricole les plus souhaitables socialement, et en particulier sur la viabilité des exploitations familiales, a été relancé (Lacombe, 2016).

Il s'agit d'un débat très ancien, que l'on peut faire remonter à l'émergence de la question agraire chez les économistes politiques marxistes européens au tournant des 19^e et 20^e siècles. Aujourd'hui, nombre d'économistes de cette obédience continuent de défendre la thèse de la disparition inéluctable des paysanneries en lien avec le développement du capitalisme (Bernstein, 2014). Sur ce point, ils rejoignent de nombreux économistes

libéraux modernisateurs selon qui les paysanneries n'ont pas d'avenir et doivent céder la place à de « grandes compagnies agricoles techniquement sophistiquées » (Collier, 2008). Le Rapport sur le développement dans le monde 2008 de la Banque mondiale, qui est consacré à l'agriculture, est plus nuancé. Il envisage la possibilité pour une partie des agriculteurs familiaux principalement orientés vers la subsistance de gagner en productivité et de se transformer en agriculteurs « commerciaux », produisant des surplus de manière compétitive. Mais, ce rapport considère que les agriculteurs familiaux incapables de réaliser cette transformation ont intérêt, en vue d'échapper à la pauvreté, à devenir des employés salariés dans de grandes exploitations agricoles approvisionnant des marchés « modernes », ou dans des entreprises rurales non agricoles, ou à monter leur propre entreprise non agricole, ou encore à émigrer en ville ou à l'étranger. Pour eux donc, pas d'avenir en tant qu'agriculteurs indépendants (Roudart, 2008 ; World Bank, 2007).

À l'opposé de ces conceptions, d'autres travaux font ressortir la vitalité et la créativité des paysanneries, en mettant l'accent sur leur rôle en tant qu'acteurs d'un autre développement, ancré dans des territoires (Altieri et Toledo, 2011 ; Bosc *et al.*, 2015 ; Brookfield et Padoch, 1994 ; Mazoyer et Roudart, 2002 ; Pimbert, 2017). Les territoires sont conçus, par les paysanneries et par les autres acteurs locaux du développement rural, comme des lieux de vie et de construction d'identités individuelles et collectives, et pas seulement comme des ensembles de ressources à exploiter (Peemans 2018).

Dans un souci de clarification conceptuelle, plusieurs publications récentes ont proposé des définitions de l'agriculture familiale (Bélières *et al.*, 2014 ; Garner et O Campos, 2014). En nous inspirant de ces travaux, nous considérons ici qu'une

exploitation familiale est une unité de production agricole conduite par une famille, unité où la plus grande partie du travail est fournie par cette famille elle-même ; il n'y a donc pas de salarié permanent et les logiques de fonctionnement de la famille et de l'unité de production sont fortement imbriquées.

La majorité des agriculteurs familiaux du monde sont pauvres (World Bank, 2007). Pour faire face à cette crise agricole massive et promouvoir des formes de développement alternatives le cas échéant, des initiatives concrètes très diversifiées se développent depuis les années 1990 dans de nombreux territoires du Nord et du Sud, parmi lesquelles la mise en place de circuits courts.

2. Les circuits courts au bénéfice des agricultures familiales

Les circuits courts sont classiquement définis par l'existence d'un intermédiaire au plus entre producteurs et consommateurs (ce qui n'exclut pas qu'une très longue distance géographique puisse les séparer). L'une des motivations de leur développement est que les agriculteurs familiaux y perçoivent des prix plus élevés et plus stables que lorsqu'ils vendent leurs produits à des commerçants insérés dans de longues chaînes de valeur, aux intermédiaires multiples et reliés aux marchés internationaux de denrées agricoles. Ces marchés se caractérisent en effet par des prix extrêmement volatils et le plus souvent très bas car ils sont approvisionnés par les agriculteurs dont les coûts de production sont les plus bas du monde (Mazoyer et Roudart, 2002). Parmi les différentes formes de circuits courts, les marchés de vente directe visent de plus à instaurer des relations entre producteurs et consommateurs. Il s'agit ici d'échapper à l'anonymat des marchés classiques, dont le modèle est celui de la théorie néo-classique : selon ce modèle, les producteurs et les

consommateurs participant à un marché font leurs choix uniquement en fonction des signaux-prix, sans autre forme d'interaction. Il s'agit aussi de réenchâsser les échanges économiques alimentaires dans des relations sociales porteuses de valeurs (Polanyi, 1983). Cela concerne notamment les méthodes de production et donc les relations entre la population humaine et son environnement, ainsi que l'usage des produits et donc la culture alimentaire. Ainsi, au Nord comme au Sud, beaucoup d'initiatives de circuits courts s'inscrivent dans une démarche politique plus vaste de contestation du système agroalimentaire mondialisé – qui enserrait producteurs et consommateurs dans des chaînes de valeur contrôlées par quelques firmes mondialisées (McMichael, 2013) – et de promotion de voies alternatives de développement agricole et territorial (Hebinck *et al.*, 2015).

Par tous ces aspects, de nombreux circuits courts rejoignent le mouvement en faveur de la souveraineté alimentaire. Cette expression a donné matière à des définitions et à des interprétations variées. Dans la déclaration de Nyéléni issue du Forum transnational pour la souveraineté alimentaire qui s'est tenu au Mali en 2007, plusieurs principes correspondent parfaitement aux initiatives de circuits courts, en particulier de marchés de vente directe, décrites plus haut : promotion de l'agriculture familiale, d'un commerce équitable et transparent, de systèmes alimentaires localisés, de relations directes entre producteurs et consommateurs, des savoirs agricoles et alimentaires locaux. Il faut noter cependant que la mise en œuvre de ces idées ne va pas sans difficulté. Ainsi, les intérêts des producteurs et des consommateurs peuvent s'avérer contradictoires, et la volonté de « localisme » peut être en tension avec certaines préférences des consommateurs (Edelman *et al.*, 2014).

Plusieurs études sur des marchés de vente directe ou d'autres formes de circuits courts en Amérique latine montrent qu'ils permettent effectivement aux agriculteurs familiaux d'accroître leur revenu agricole. Ainsi, les travaux de Van der Ploeg (2008) montrent que les marchés « nichés » (*nested markets*), où des agriculteurs familiaux vendent des produits locaux et de qualité (goût et fraîcheur), peuvent susciter de nouvelles dynamiques de développement agricole et territorial. Plus précisément, en comparant marchés conventionnels et marchés nichés, Van der Ploeg *et al.* (2012) montrent que les agriculteurs obtiennent sur ces derniers une part plus élevée de la valeur ajoutée totale, ce qui leur permet d'améliorer leurs conditions de vie et de travail. Dans une veine similaire, Heinisch *et al.* (2014) examinent plusieurs circuits courts alimentaires en Bolivie, au Pérou et en Équateur, qui s'inscrivent dans une démarche explicite de valorisation des agricultures familiales andines. Cela passe notamment par la construction de prix négociés entre les différents groupes d'acteurs, ce qui conduit, là aussi, à ce qu'une plus grande part de la valeur ajoutée totale revienne aux agriculteurs. L'étude par Lopez *et al.* (2017) de plusieurs foires paysannes dans la province d'Imbabura en Équateur conclue aussi à l'accroissement des revenus des producteurs agricoles. Il en va de même pour une autre forme de circuit court au Brésil : dans le cadre du Programme d'approvisionnement en aliments du plan Faim Zéro lancé en 2003, l'État achète des denrées à des agriculteurs familiaux en vue de les distribuer à des personnes démunies, et il paie ces denrées à des prix relativement élevés (Moruzzi Marques et Freitas Le Moal, 2014).

Au-delà de ce résultat économique, plusieurs publications indiquent que les relations directes entre producteurs et consommateurs conduisent à une connaissance réciproque des attentes et des contraintes

de chacun, à une reconnaissance du travail que les producteurs fournissent afin d'obtenir des produits de qualité et de prendre soin de l'environnement le cas échéant, et aussi à des liens de solidarité (Nigh et González Cabañas, 2015 ; Paz *et al.*, 2013 ; Sherwood *et al.*, 2018). De plus, les femmes paysannes participent activement à ces marchés, à la fois en tant que productrices et que vendeuses, ce qui conduit à l'amélioration de leur situation économique individuelle, au développement de nouvelles relations sociales, à l'accroissement de l'autonomie et de l'estime de soi (Nigh et González Cabañas, 2015 ; Usuga *et al.*, 2016).

Certaines de ces études sur les circuits courts utilisent l'expression « moyens d'existence » à propos des agriculteurs familiaux, mais aucune d'entre elles n'utilise de manière systématique le cadre SLF (Bebbington, 1999 ; Chambers et Conway, 1992 ; Ellis, 2000 ; Scoones, 2015, 1998) comme outil pour étudier les effets sur ces agriculteurs de leur participation à des circuits courts. De manière analogue, certaines publications d'ONG mentionnent des effets des circuits courts sur les moyens d'existence des agriculteurs familiaux – revenu plus élevé et plus stable, meilleure gestion des ressources naturelles de l'exploitation agricole, diversification de la production, *empowerment* des femmes – (Chauveau *et al.*, 2013 ; Chauveau, 2010) mais, là encore, sans utiliser le cadre SLF de manière systématique. Or, sur d'autres sujets, de nombreuses publications issues d'ONG ou d'organismes de recherche mobilisent ce cadre d'analyse.

3. Utilisation du cadre analytique des moyens d'existence

On considère habituellement que l'approche en termes de moyens d'existence a pris son essor dans les cercles académiques et professionnels s'occupant de

Développement au cours des années 1990 puisqu'elle s'est largement répandue au cours des années 2000, en même temps que le consensus de Washington était progressivement remis en cause. En effet, à rebours de ce consensus reposant sur des analyses économiques très généralistes, cette approche se veut ancrée dans les réalités que les personnes vivent concrètement dans leurs localités, et en même temps holistique, sans frontière disciplinaire ou sectorielle. Elle est en partie inspirée par le concept de *capabilities* (Sen, 1985), qui envisage la gamme des modes de vie qu'un individu a la possibilité de choisir et de vivre effectivement, le mode de vie étant lui-même considéré dans toutes les dimensions qui participent au bien-être de l'individu. Au départ, les promoteurs du cadre SLF se sont particulièrement intéressés aux personnes pauvres vivant en milieu rural, afin de mieux comprendre les multiples dimensions de leur pauvreté (Chambers et Conway, 1992 ; Leach *et al.*, 1999 ; Scoones, 1998). Il faut noter cependant qu'au cours des décennies précédentes, des études avaient été conduites dans le même esprit, en particulier des recherches pluridisciplinaires visant à mettre en évidence les logiques d'action des agriculteurs pauvres dans les pays en développement (Colin et Crawford, 2000 ; Collinson, 2000).

Le cadre SLF est particulièrement vaste et toute étude qui s'en réclame doit nécessairement procéder à des choix quant aux aspects à approfondir ou à laisser dans l'ombre. Il s'agit là d'une limite, mais aussi d'une force qui rend ce cadre adaptable à des situations très variées : charge à l'analyste de mettre l'accent sur les aspects les plus pertinents en fonction de chaque contexte particulier. Or les critiques formulées à l'égard des recherches en termes de moyens d'existence indiquent que ce cadre d'analyse a souvent été utilisé de manière étroite. Ces critiques peuvent

être résumées comme suit : focalisation sur les capitaux dans des études où les personnes apparaissent comme des *Homo oeconomicus* parfaitement rationnels et calculateurs ; insistance sur l'agencité des acteurs au détriment des contraintes structurelles de tous ordres auxquelles ils doivent se plier ; négligence des rapports de pouvoir entre les différents groupes d'acteurs ; perspective micro-locale ne prenant que peu ou pas en compte les tendances économiques, sociales et environnementales à des échelles plus larges ; peu d'analyse du sens que les individus attachent à leur situation et à leurs actes (Scoones, 2015, 2009).

Il reste que le cadre SLF est un outil heuristique utile pour révéler de manière systématique les différents éléments qui composent une existence matérielle, ainsi que les interrelations entre ces éléments. Il permet aussi d'articuler différentes perspectives disciplinaires, habituellement cloisonnées. De plus, en suivant Bebbington (1999), ce cadre peut intégrer la conception que les acteurs ont du bien-être et de la pauvreté, comment cette conception influence leurs stratégies d'existence, et quels sens ils attribuent aux différents capitaux (Arce, 2003 ; Van Dijk, 2011).

Dans la présente étude, nous utilisons le cadre SLF pour étudier les effets sur des agriculteurs familiaux de leur participation à une foire paysanne hebdomadaire. Nous nous intéressons plus particulièrement aux effets sur leurs avoirs et sur leurs stratégies d'existence, en considérant ceux-ci comme des instruments permettant de répondre plus ou moins bien à leurs besoins matériels, mais aussi comme des choses et des actions auxquelles les producteurs attachent des valeurs et qui donnent du sens à leur existence (Bebbington, 1999). Ce cadre a été employé à de multiples reprises pour étudier des questions relatives à des exploitations agricoles familiales (Bosc *et al.*, 2015). Cependant, il ne fournit pas

d'outils conceptuels pour examiner en profondeur les activités agricoles et les revenus qu'elles génèrent. C'est pourquoi nous avons articulé au cadre SLF une analyse en termes de système de production agricole à l'échelle de chaque exploitation (Kapgen, 2019). Nous avons considéré qu'un tel système est défini comme la combinaison des facteurs de production et des activités productives agricoles. Et nous avons procédé à une analyse microéconomique de chaque activité et de l'ensemble de ces activités (Mazoyer, 1963). Ainsi, nous avons complété le cadre SLF avec une dimension agronomique et avons approfondi la question du revenu agricole.

Le développement des circuits courts alimentaires en Équateur et cas étudié

1. Agriculture et circuits courts en Équateur

L'agriculture est un secteur économique important en Équateur : même si les données de la comptabilité nationale n'appréhendent ce secteur que de manière incomplète, elles indiquent que l'agriculture emploie 30 % de la population active du pays, et près de 70 % de cette population en milieu rural ; elle représente 15 % environ du PIB non pétrolier, soit quelque 8 % du PIB total (Giunta, 2014).

Comme dans beaucoup d'autres pays d'Amérique latine tels que le Brésil, cette agriculture est duale : d'un côté, une minorité d'exploitations agricoles entrepreneuriales ou capitalistes détiennent de vastes superficies de terres et produisent pour l'exportation ; d'un autre côté, la majorité des exploitations sont familiales, elles ne disposent que de petites superficies et elles produisent des denrées alimentaires destinées à l'autoconsommation et aux marchés intérieurs (Kay, 2015). Ainsi, 63,5 % des exploitations équatoriennes disposent de moins de cinq hectares, tandis que 2,3 %

font plus de 100 hectares (Chauveau *et al.*, 2013). Les petits agriculteurs sont généralement pluriactifs : outre leurs propres activités de culture et d'élevage, ils travaillent comme ouvriers dans les grandes exploitations, ou encore comme artisans ou commerçants ; nombre d'entre eux, surtout les hommes, émigrent vers les zones urbaines (Hidalgo *et al.*, 2013). Ces exploitants se caractérisent aussi par leur pauvreté, par leur accès limité aux moyens de production et aux marchés. En effet, ils vendent en général leurs produits à des marchands collecteurs, qui les paient à des prix très bas et instables, et qui les revendent ensuite à d'autres commerçants ou sur des marchés de gros (Carrión et Herrera, 2012). Ceux qui essaient de vendre directement aux consommateurs urbains par du commerce informel sont souvent chassés par les forces de l'ordre ou par les commerçants détenteurs d'un permis de vente (Heinisch *et al.*, 2014).

Dans ce contexte, à partir des années 2000, l'État équatorien a poussé au développement de nouvelles formes de circuits courts de commercialisation. Ainsi, la Constitution de 2008 dit placer l'agriculture familiale paysanne au centre de la politique agraire (Carrión et Herrera, 2012). Son article 281 établit la souveraineté alimentaire comme « un objectif stratégique et une obligation de l'État pour garantir que les personnes, communautés, peuples et nationalités atteignent l'autosuffisance en aliments sains et culturellement appropriés de façon permanente » (Gobierno del Ecuador, 2008). Cet article détaille ensuite les responsabilités de l'État, parmi lesquelles la création de systèmes « justes et solidaires » de commercialisation des aliments. Ainsi, le *Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca* (MAGAP) a pris des mesures pour favoriser le développement des circuits courts. Dans cet environnement devenu plus propice, des organisations de la société civile, soucieuses de valoriser l'agriculture

familiale marginalisée, ont aussi entrepris des actions en faveur des circuits courts (Heinisch *et al.*, 2014).

Qu'ils soient impulsés par des organisations de la société civile ou par la puissance publique, les nouveaux circuits courts prennent de multiples formes : achats publics auprès d'agriculteurs familiaux pour approvisionner des cantines d'hôpitaux, d'écoles, de prisons ; exportations dans le cadre du commerce équitable, paniers de consommateurs, magasins paysans, foires paysannes. Celles-ci sont les plus répandues puisqu'elles constituent quelque 60 % de ces initiatives (Chauveau *et al.*, 2013). Elles ont lieu dans des espaces privés ou publics, avec une fréquence hebdomadaire ou mensuelle. Même si chaque foire a ses propres objectifs selon le contexte et les acteurs impliqués, toutes s'inscrivent dans des logiques d'amélioration des revenus des petits producteurs, d'offre de produits locaux et de qualité, et elles se réclament de la souveraineté alimentaire.

2. La Feria Solidaria Frutos de Nuestra Tierra

La ville de Quito, capitale de l'Équateur et aussi de la province de Pichincha, se situe dans une vallée agricole. Celle-ci fournit depuis longtemps à ses résidents une grande variété de fruits, de légumes et de produits d'origine animale (Pazos Barrera, 2008), par des canaux de commercialisation traditionnels tels que des marchés en plein air, des petites épiceries, des supermarchés. Elle compte aujourd'hui une dizaine de foires paysannes.

Pour choisir la foire à étudier, nous avons retenu les critères suivants : 1) existence depuis un an au moins, afin de pouvoir analyser les effets sur les agriculteurs familiaux de leur participation à la foire ; 2) présence d'au moins une vingtaine de producteurs disponibles pour réaliser les entretiens ; 3) foire promue par des organisations de la société civile, afin de

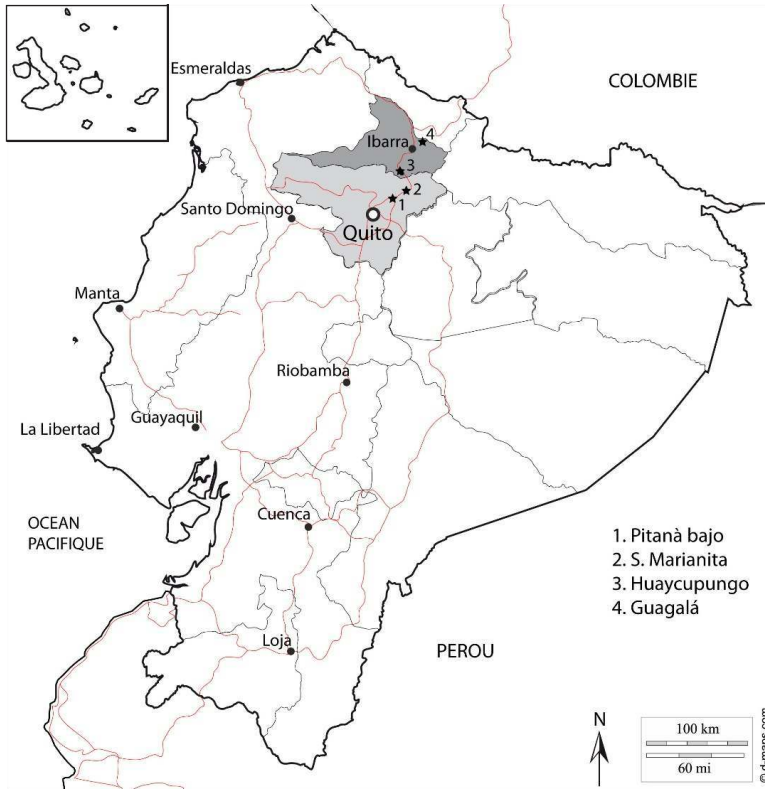
comprendre leur rôle ainsi que l'éventuel appui des pouvoirs publics ; 4) initiative n'ayant pas encore fait l'objet d'une étude. En conséquence, nous avons choisi d'analyser la *Feria Solidaria Frutos de Nuestra Tierra* (FSFNT), qui a lieu chaque vendredi sur un espace communal du quartier de Carcelén Alto. Ce quartier se situe dans la partie nord de Quito, habituellement considérée comme moderne et riche, et il est fréquenté principalement par des personnes de classes moyennes.

Inaugurée en 2014, la FSFNT est née sous l'impulsion de trois organisations de la société civile : l'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontière (AVSF), la *Federación Indígena y Campesina* de Imbabura (FICI)¹ et le *Comité de Desarrollo Social Comunitario de Carcelén Supermanzana C*². Cette foire a démarré avec 12 agriculteurs vendeurs et, au moment de nos enquêtes (fin 2015 et début 2016), elle en comptait 38. Parmi eux, 16 étaient de la province d'Imbabura et participaient à la FSFNT depuis un an et demi ; ceux résidant dans le village de Guagalá mettaient trois heures en voiture pour parvenir à la foire, tandis que ceux du village de Huaycupungo mettaient une heure et demie (voir *carte 1*). Les 22 autres producteurs étaient de la province de Pichincha et vendaient à la foire depuis sept mois ; quel que soit leur village d'origine, Santa Marianita ou Pitaná bajo, il leur fallait 40 minutes en voiture pour rejoindre la foire.

1. Organisation provinciale affiliée à la *Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador* (CONAIE) et à la *Confederación de Pueblos de la Nacionalidad Kichwa del Ecuador* (ECUARUNARI) qui travaille avec les communautés indigènes de la province d'Imbabura, notamment en mettant en place des formations agro-écologiques destinées aux agriculteurs familiaux.

2. Comité de quartier fondé en 1981. Il entreprend depuis 2010 des actions de développement local. Ce comité a joué un rôle fondamental dans la création de la FSFNT.

Carte 1. Localisation de la foire FSFNT et des villages des producteurs qui y participent



Source : D-maps.
Conception : Veronica Bonomelli et Élodie Valette

Les consommateurs venant à cette foire sont informés des qualités des produits par les discours des producteurs et des représentants des organisations à l'origine de cette initiative. Lors de la foire même, ils mettent en avant l'origine géographique (milieu rural proche) et sociale (agriculteurs familiaux) des produits, leur fraîcheur, leur haute valeur nutritionnelle, ainsi que l'absence d'utilisation de produits chimiques dans le processus de culture. Celui-ci fait l'objet de contrôles internes : périodiquement, chaque exploitation d'un producteur participant à la foire est inspectée par un représentant d'une organisation (AVSF ou

FICI) et par deux autres producteurs participants. Les prix auxquels les produits sont vendus sont fixés chaque année par le comité directeur de la foire, en tenant compte des coûts de production et de commercialisation de manière à garantir une marge suffisante pour les producteurs. Ce comité directeur est composé de représentants de AVSF (1 personne), de la FICI (1) et des producteurs (4) : les représentants des producteurs sont cooptés en tant que personnalités particulièrement actives dans leur communauté, ils proviennent de chacune des deux provinces et sont eux-mêmes petits ou moyens exploitants familiaux.

3. Enquête et traitement des données

Pour répondre à notre question, nous avons effectué des entretiens qualitatifs semi-directifs avec 18 agriculteurs familiaux participant à la FSFNT : 7 de la province d'Imbabura et 11 de la province de Pichincha, soit des proportions conformes à la répartition géographique des 38 producteurs participant à la foire. Il s'agit de 16 femmes et de 2 hommes. En effet, les femmes occupent une place prépondérante dans la main-d'œuvre agricole car, dans ces provinces comme dans beaucoup d'autres régions andines, l'émigration est forte depuis des siècles et elle est surtout le fait des hommes (Heinisch *et al.*, 2014). Du reste, plus de 90 % des producteurs participant à la FSFNT sont des femmes, et les femmes sont majoritaires parmi les vendeurs sur les foires paysannes en Équateur (Chauveau *et al.*, 2013). Les personnes interrogées ont entre 23 et 54 ans, elles appartiennent à des ménages agricoles comportant de trois à huit membres. Elles ont fréquenté l'école primaire, sans forcément effectuer le cycle complet, ainsi que l'école secondaire pour 7 d'entre elles³.

Ces entretiens appelaient des réponses discursives et aussi des réponses chiffrées, en particulier pour ce qui concerne l'analyse des systèmes de production agricole. Ainsi, nous avons récolté des données numériques, techniques et économiques, afin d'estimer certaines grandeurs : valeur ajoutée brute par activité de culture ou d'élevage, valeur ajoutée nette et revenu pour l'ensemble des activités de culture, d'élevage, et revenu agricole (Mazoyer et Roudart, 2002). Ces données numériques ne sont pas représentatives d'un point de vue statistique mais elles sont significatives quant aux résultats techniques et économiques des producteurs interrogés (Marsland *et al.*, 2000 ; Shaffer, 2013).

3. Voir les caractéristiques des 18 producteurs interrogés en annexe sur le site d'*Économie rurale* : <https://www.openedition.org>.

Nous avons procédé à une analyse de contenu thématique des données discursives recueillies, en utilisant un codage mixte, combinant d'une part des codes conceptuels issus de la littérature sur le cadre SLF et sur les systèmes de production agricole, et d'autre part des codes inductifs issus des entretiens. À partir des données numériques, nous avons établi des fiches d'estimation du revenu agricole de chaque producteur dans deux situations : la situation réelle de participation à la foire, et la situation contrefactuelle, supposée, de non-participation. La comparaison des deux résultats nous a permis d'estimer l'effet de la participation à la foire sur le capital financier des producteurs. Les hypothèses sous-tendant la construction des scénarios de non-participation ont varié suivant deux catégories de producteurs. En effet, les enquêtes ont montré que les agriculteurs pluriactifs cultivant moins d'un hectare produisaient uniquement pour l'autoconsommation avant de participer à la foire ; pour y participer, ils ont augmenté et diversifié leur production agricole, en cultivant une plus grande partie de leurs terres. Dans ce cas, le scénario contrefactuel suppose une production totale de l'exploitation plus faible que dans la situation réelle, au niveau où elle était avant la participation à la foire, et destinée uniquement à l'autoconsommation. En revanche, les agriculteurs à temps plein exploitant plusieurs hectares ont maintenu le même niveau de production mais, au lieu de vendre tous leurs surplus à des intermédiaires ou à la sauvette, ils en vendent désormais une partie à la foire, pas tout car celle-ci n'offre pas un débouché suffisant. Dans ce cas, le scénario de non-participation suppose des recettes moindres pour la fraction de la production vendue à la foire, car les intermédiaires paient les produits à des prix inférieurs à ceux de la foire. Selon Murillo et Lacroix (2014), qui ont étudié une foire solidaire semblable à la FSFNT dans la province de Ibarra, les prix payés

par les intermédiaires sont inférieurs de 30 % en moyenne à ceux de la foire : nous avons appliqué cette décote de 30 % dans ce scénario de non-participation. Par ailleurs, quel que soit le scénario contrefactuel, nous avons retranché les coûts de participation à la foire (taxe et transport). Les amortissements des équipements sont demeurés les mêmes que dans les situations réelles car aucun investissement spécifique n'a été réalisé pour participer à la foire.

4. Caractérisation des agriculteurs familiaux participant à la FSFNT

Dans les Andes, les conditions pédoclimatiques sont très variables d'un endroit à l'autre, du fait des variations d'altitude et d'exposition. Dans les villages où nous avons conduit nos enquêtes, chaque agriculteur est en général propriétaire de plusieurs parcelles aux caractéristiques différentes, sur lesquelles il répartit au mieux diverses cultures : céréales (blé, orge, maïs jaune ou blanc ou violet), quinoa (une pseudo-céréale), légumineuses (lupin, haricot, fève), tubercules (diverses pommes de terre, patates douces, *ullucos* et manioc), légumes, et fruits surtout dans la province d'Imbabura. Beaucoup d'entre eux sont aussi éleveurs de poulets et de cochons d'Inde, et encore de brebis et de porcs dans la province de Pichincha. Les animaux sont destinés principalement à l'autoconsommation. Tous travaillent avec des outils manuels (houe, faux, fourche, râteau, cisaille, brouette), sauf lors du labour pour lequel ils louent un tracteur. Quelques-uns possèdent une voiture (*pick-up*), qu'ils utilisent pour transporter leurs produits, et aussi ceux des autres producteurs, jusqu'à la foire. Dans la province de Pichincha, tous les producteurs interrogés utilisent un système d'irrigation qui a été financé par le gouvernement de la province. L'irrigation est beaucoup plus rare dans la province d'Imbabura. Il s'agit d'irrigation par aspersion ou au goutte-à-goutte. L'eau étant disponible en quantité limitée, elle

est rationnée. Chaque agriculteur n'irrigue donc qu'une partie de ses terres, celles qui sont consacrées aux cultures légumières.

L'usage de la main-d'œuvre varie selon que la superficie exploitée est inférieure ou supérieure à un hectare. Plus de la moitié des agriculteurs interrogés cultivent un hectare ou moins. Ils se situent dans la province de Pichincha. Dans ce cas, les membres de la famille effectuent tous les travaux agricoles sur l'exploitation, et ils travaillent en plus à l'extérieur, comme ouvriers dans les entreprises floricoles de la zone de Cayambe, ou comme ouvriers agricoles, ou aides ménagères, ou autre en fonction des opportunités. Les autres agriculteurs interrogés cultivent entre trois et cinq hectares. Ils demeurent dans la province d'Imbabura (sauf l'un d'entre eux). Ils se consacrent exclusivement (ou presque) à l'agriculture sur leur exploitation, et ils ont recours à des ouvriers salariés pour des travaux spécifiques tels que le désherbage ou la récolte.

En conséquence, comme nous l'avons dit plus haut, les agriculteurs ont développé des stratégies différentes vis-à-vis de la FSFNT : accroissement et diversification des cultures pour ceux disposant de moins d'un hectare, réorientation des ventes pour ceux travaillant plusieurs hectares. Nos résultats d'enquêtes n'indiquent pas de corrélation entre la superficie exploitée et une autre caractéristique du ménage ou de l'exploitation agricole.

Les produits vendus à la foire sont les céréales, légumineuses et tubercules mentionnés ci-dessus, ainsi que le quinoa et une très grande variété de légumes, de fruits et de plantes médicinales. L'offre de produits varie en fonction des saisons mais elle est continue tout au long de l'année. Les denrées proposées par les producteurs de chacune des provinces sont en partie complémentaires. De plus, les organisateurs de la foire sollicitent chaque producteur pour certaines denrées en particulier,

de manière à promouvoir la complémentarité plutôt que la concurrence entre eux (mais sans pour autant interdire la vente par chaque producteur d'une gamme plus large de marchandises).

Foire, capitaux et stratégies d'existence des agriculteurs familiaux

1. Le rôle des organisations de développement

La plupart des agriculteurs qui participent à la FSFNT connaissaient auparavant des membres de AVSF ou de la FICI pour avoir pris part à des projets. En effet, même si au départ la foire était présentée comme ouverte à tout petit producteur satisfaisant certaines conditions, il est clair que ceux dont le capital social s'étendait à l'une des organisations fondatrices ont eu accès à des informations, telles que simplement la mise en place de la foire, que les autres producteurs des deux provinces concernées n'avaient pas, et qui ont favorisé leur participation. De plus, pour être autorisé à vendre à la foire, il faut non seulement remplir certaines conditions objectives – exploiter moins de cinq hectares, ne pas utiliser de produits chimiques, fournir un document prouvant une participation active à la vie communautaire ou l'appartenance à une organisation –, mais encore obtenir l'agrément du comité directeur de la foire. Or cet agrément est délivré sur la base de critères peu clairs, où l'interconnaissance semble jouer un rôle. Ces résultats rejoignent ceux de Markelova *et al.* (2009), qui montrent que les organisations paysannes peuvent beaucoup faciliter l'accès des petits producteurs aux marchés en réduisant les coûts de transaction et en diffusant des informations sur ces marchés. Ils sont concordants aussi avec les conclusions de Winters *et al.* (2001) et de Leloup (2016), qui font ressortir que les organisations opèrent une sélection parmi les

candidats à leurs activités : certains sont élus, mais les autres sont exclus et peuvent même être affectés négativement.

Outre son effet de renforcement du capital social des petits producteurs, leur implication dans des projets préalables dispensant des formations avait aussi accru leur capital humain, par l'acquisition de connaissances et de compétences pratiques en agroécologie : préparation et application d'amendements et engrais organiques tels que le *bokashi* (fumier de poules, son de riz, mélasse, charbon et chaux) ; méthodes de lutte biologique contre les ravageurs et les maladies des plantes ; paillage, culture sur buttes. Cette implication avait renforcé leur capital naturel aussi, en particulier dans le cas de projets qui avaient conduit à fabriquer des amendements ou engrais organiques.

Notre étude de cas fait donc ressortir que l'accès des exploitants familiaux à certains des capitaux nécessaires pour participer aux activités liées à la foire – en l'occurrence les capitaux humain, social et naturel – dépend fortement des relations que ces exploitants entretiennent avec certaines organisations de la société civile. Cela confirme un résultat plus général de la littérature sur les moyens d'existence, à savoir que les relations entre les personnes vivant en milieu rural et les organisations liées à la société civile, à l'État ou aux marchés jouent un rôle crucial dans l'accès, ou le non-accès, à certains avoirs et activités (Bebbington, 1999 ; Scoones, 2015).

2. Les effets de la participation à la foire sur les capitaux

La participation des producteurs à la FSFNT conduit à une amélioration de leur capital humain. En effet, les organisations promotrices de la foire montent des ateliers de formation sur des techniques de vente et sur des pratiques agro-écologiques (voir *supra*), ainsi que des visites collectives dans des fermes, ce

qui favorise un apprentissage continu. De plus, de nombreuses productrices interrogées témoignent que le fait de « sortir de la maison », de « gérer la vente directe » et d'« interagir avec des personnes différentes » de manière autonome les enrichit de nouvelles compétences, qu'elles utilisent dans d'autres domaines que la vente directe. Il en résulte une croissance de l'estime de soi et même, dans certains cas, un sentiment d'émancipation par rapport à la vie antérieure à la foire, ce qui contribue à améliorer leur bien-être ressenti.

L'implication dans la foire entraîne aussi un accroissement du capital social, par le développement des relations préexistantes avec des membres de AVSF, de la FICI ou du comité de quartier, qui sont sources de « profits matériels et symboliques » (Bourdieu, 1980). Elle conduit aussi à de nouvelles relations avec d'autres producteurs et avec des consommateurs provenant de différents lieux, ce qui suscite un « sentiment de bien-être » car ces relations sont vécues comme une ouverture par rapport à la vie antérieure désormais jugée repliée dans un univers restreint. Ainsi, des agriculteurs provenant de zones pédoclimatiques différentes sont amenés à échanger entre eux des produits et à diversifier leur propre régime alimentaire. De plus, à travers les nouveaux liens avec les consommateurs, les producteurs ressentent une reconnaissance de leur travail et une appréciation de la qualité de leurs produits, ce qui contribue aussi à leur bien-être ressenti.

La participation à la foire entraîne une augmentation du revenu agricole et du capital financier des producteurs, car les produits y sont vendus à des prix relativement élevés. Elle engendre aussi une stabilisation de ces deux grandeurs économiques pour ceux qui cultivent entre 3 et 5 hectares et qui, auparavant, vendaient tous leurs surplus à des intermédiaires ou à la sauvette, car la foire constitue un

débouché plus sûr. Pour cette catégorie d'agriculteurs, d'après les données numériques récoltées et les scénarios contrefactuels construits, l'accroissement du revenu agricole issu de la participation à la foire varie entre 7 % et 18 %. Pour les agriculteurs pluriactifs cultivant un hectare ou moins, l'augmentation du revenu agricole est encore plus forte en valeur relative : entre 55 % et 119 %. Cela s'explique notamment par la faiblesse du revenu agricole au départ, qui est pour eux une source de revenu parmi d'autres. Mais, du fait de leur participation à la foire, l'agriculture prend plus d'importance dans leur combinaison d'activités.

En résumé, la foire conduit à un accroissement de plusieurs capitaux – financier, social, humain – des producteurs, ce qui augmente leur bien-être de plusieurs manières. Au-delà de ces effets directs sur les capitaux, il existe aussi des effets d'entraînement entre les capitaux. Ainsi, le nouveau capital social acquis influence positivement le capital humain, de par les échanges d'informations et d'expériences entre producteurs participant à la foire. Le capital social a aussi un effet positif sur le capital financier. En effet, les relations de confiance entre producteurs et consommateurs mènent ceux-ci à passer des commandes une semaine à l'avance, ce qui garantit un minimum de recettes à court terme.

Ces trois capitaux, social, humain et financier, influent sur le capital naturel. Au fil de leurs discussions, les consommateurs demandent aux producteurs de nouvelles denrées, comme des plantes « indigènes » (par exemple, agave américain qui sert à préparer une boisson fermentée, le *chaguar mishqui*), ce qui conduit à une diversification de la production agricole. Les pratiques agricoles nouvellement apprises permettent d'améliorer la fertilité des terres. Et une partie des nouvelles recettes monétaires est consacrée à l'achat d'amendements ou engrais.

Les entretiens réalisés n'ont pas révélé d'effet sur le capital physique (moyens de transport, outils, bâtiments et autres infrastructures) des producteurs. Cela peut être dû au fait que notre enquête s'est déroulée entre sept mois et un an et demi après le début de leur participation à la foire : un délai probablement trop court pour qu'ils aient été en mesure d'investir dans des matériels, des bâtiments ou d'autres infrastructures.

En fin de compte, la participation à la foire conduit à un renforcement des capitaux des agriculteurs, qui entraîne une amélioration tout à la fois de leurs conditions d'existence au quotidien et de leurs ressources productives. Ces résultats confirment ceux énoncés par Van der Ploeg *et al.* (2012) et par Benoit-Cattin (2012).

Pour aller plus loin dans cette analyse, de nouvelles enquêtes systématiques auprès des producteurs participant à la foire permettraient d'étudier les effets de celle-ci avec plus de recul dans le temps.

3. Vers des stratégies d'intensification agricole

Le fait que les producteurs investissent une partie de leurs capitaux supplémentaires dans leur exploitation agricole, sans augmenter leur superficie cultivée, correspond à la stratégie d'intensification agricole identifiée par Scoones (1998), parmi d'autres stratégies à savoir l'extensification agricole, la diversification des activités et la migration. Cela est bien illustré par ce propos de l'une des agricultrices interrogées : « *Je n'ai pas acheté plus de terres. Mais j'ai investi dans ma terre et elle est meilleure. J'ai aussi investi dans des semences.* »

Les producteurs interrogés attachent une grande valeur à la pratique de l'agriculture sur leur propre exploitation, essentiellement car il s'agit d'une activité indépendante, qu'ils mènent sans devoir se plier aux ordres d'un « patron ». Par

exemple, l'une des agricultrices déclarait lors d'un entretien : « *Cela coûte du temps, je travaille dur mais cela me donne des résultats et c'est bon car c'est seulement le résultat de mon travail, seule, je ne dépends de personne.* » Beaucoup d'entre eux disent aspirer à vivre uniquement de leur travail sur leur propre exploitation, sans devoir aller travailler dans d'autres exploitations ou se consacrer à des activités non agricoles pour parvenir à une existence décente. De fait, à la suite de leur participation à la foire, l'agriculture a pris plus de place dans les combinaisons d'activités de plusieurs des producteurs interrogés, ou elle est même parfois devenue leur seule activité, les autres étant abandonnées sans regret. Ainsi, grâce à l'accroissement des capitaux qu'elle induit, la foire renforce l'activité agricole indépendante des ménages, ce qui correspond à leurs souhaits. Il est intéressant de constater que les circuits courts peuvent produire le même genre d'effet en France : d'après l'étude conduite par Dufour et Lanciano (2012), ces circuits constituent pour les agriculteurs « une façon de reprendre la main sur la gestion de l'exploitation, garder leur indépendance, et acquérir une nouvelle autonomie dans le travail ».

*

* *

Dans cet article, nous avons analysé les effets sur des agriculteurs familiaux de leur participation à une foire hebdomadaire de vente directe à Quito, en mobilisant le cadre analytique des moyens d'existence. L'étude montre que ce cadre est effectivement utile pour appréhender et expliciter nombre de ces effets. Elle révèle que la participation à la foire renforce, de manière directe et indirecte, plusieurs des capitaux des producteurs et que cela conduit à une amélioration de leur bien-être subjectif. Elle montre aussi que les relations entre les producteurs et les organisations de la société civile promotrices de la foire sont

déterminantes dans l'accès à cette foire et à d'autres ressources. Ainsi, l'intégration de certains producteurs dans la foire, et la non-participation voire l'exclusion des autres, entraînent certainement le développement d'inégalités, dont les conséquences restent à étudier.

Le cas analysé dans cet article montre comment les circuits courts alimentaires peuvent contribuer à la viabilité des exploitations agricoles familiales. Mais, ce cas montre aussi la fragilité de cette dynamique, qui dépend d'une ONG internationale et de deux organisations de la société civile locale : si l'appui de l'une

de ces organisations venait à manquer, la foire pourrait-elle continuer d'exister ? L'État équatorien soutient d'autres foires à travers le MAGAP. Son soutien étendu à cette initiative et à d'autres pourrait contribuer à leur durabilité : en reconnaissant les organisations locales et les institutions qu'elles choisissent d'élaborer, et en définissant avec elles quelques interventions utiles, l'État agirait en conformité avec son engagement en faveur de la souveraineté alimentaire. La concrétisation de celle-ci en chaque lieu nécessite des interactions fortes entre l'État et les acteurs sociaux locaux. ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Altieri M. A., Toledo V. M. (2011). The agroecological revolution in Latin America: rescuing nature, ensuring food sovereignty and empowering peasants. *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, n°3, pp. 587-612.
- Arce A. (2003). Value contestations in development interventions: community development and sustainable livelihoods approaches. *Community Development Journal*, vol. 38, n°3, pp. 199-212.
- Bebbington A. (1999). Capitals and capabilities. A framework for analysing peasant viability, rural livelihoods and poverty in the Andes. *World development*, vol. 27, n°12, pp. 2021-2044.
- Bélières J. F., Bonnal P., Bosc P. M., Losch B., Marzin J., Sourisseau J. M. (2014). *Les agricultures familiales du monde. Définitions, contributions et politiques publiques*. Paris, AFD/CIRAD.
- Benoit-Cattin M. (2012). *Les investissements par les petits producteurs agricoles des pays en développement*. Working Paper UMR MOISA, Cirad, 7 p.
- Bernstein H. (2014). Food sovereignty via the 'peasant way': a sceptical view. *Journal of Peasant Studies*, vol. 41, n°6, pp. 1031-1063.
- Bosc P.-M., Sourisseau J.-M., Bonnal P., Gasselin P., Valette E., Bélières J.-F. (dir.) (2015). *Diversité des agricultures familiales. Exister, se transformer, devenir*. Versailles : Quae.
- Bourdieu P. (1980). Le capital social. Notes provisoires. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 31, Le capital social, pp. 2-3.
- Brookfield H., Padoch C. (1994). Appreciating agrodiversity: a look at the dynamism and diversity of indigenous farming practices. *Environment: Science and Policy for Sustainable Development*, vol. 36, n°5, pp. 6-45.
- Carrión D., Herrera S. (2012). *Ecuador rural del siglo XXI. Soberanía alimentaria, inversión pública y política agraria*. Instituto de Estudios Ecuatorianos, Quito.
- Chambers R., Conway G. (1992). *Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century*. Institute of Development Studies (UK).
- Chauveau C., Lacroix P., Taïpe D. (2013). *Circuitos alternativos de comercialización. Estrategias de la agricultura familiar y campesina*. Agrónomos y Veterinarios sin Fronteras et MAGAP Ecuador.
- Chauveau C. (2010). *Agroecología y venta directa organizada: una propuesta para valorizar mejor los territorios de la sierra sur del Ecuador*. AVSF-CICDA, CEDIR et Fundación Mazán.
- Colin J.-P., Crawford E. W. (Eds.) (2000). *Research on agricultural systems: accomplishments, perspectives and issues*. New York, Nova Science Publishers, Inc.
- Collectif (2007). *Déclaration de Nyéléni*.
- Collier P. (2008). *The politics of hunger. How illusion and greed fan the food crisis*. *Foreign Affairs*, vol. 87, n° 6, pp. 67-79.
- Collinson M. P. (2000). *A History of Farming Systems Research*. Rome, New York, CABI Publishing.
- Dufour A., Lanciano E. (2012). Les circuits courts de commercialisation : un retour de l'acteur paysan ? *Revue française de socio-économie*, n° 9, pp. 153-169.
- Edelman M., Weis T., Baviskar A., Borrás S. M., Holt-Giménez E., Kandiotti D., Wolford W. (2014). Introduction: Critical Perspectives on Food Sovereignty. *The Journal of Peasant Studies*, vol. 41, n° 6, pp. 911-31.
- Ellis F. (2000). *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*. Oxford, Oxford University Press.
- Garner E., de la O Campos A. P. (2014). *Identifying the "family farm": an informal discussion of the concepts and definitions*. ESA Working Paper, n° 14-10, Rome, FAO.
- Giunta I. (2014). Food sovereignty in Ecuador: peasant struggles and the challenge of institutionalization. *The Journal of Peasant Studies*, vol. 41, n°6, pp. 1201-1224.

- Gobierno del Ecuador (2008). *Constitución de la República del Ecuador*. Quito, Asamblea Nacional Constituyente.
- Hebinck P., van der Ploeg J. D., Schneider S., (2015). *Rural Development and the Construction of New Markets*. London, Routledge.
- Heinisch C., Gasselín P., Durand G. (2014). Circuits alimentaires de proximité dans les Andes. Vers une reconnaissance de l'agriculture familiale et paysanne. *Économie rurale*, n° 343, pp. 71-86.
- Hidalgo F., Lacroix P. Román P. (2013). *Comercialización y soberanía alimentaria*. SIPAE et Agrónomos y Veterinarios sin Fronteras, Quito, pp. 45-68 et pp. 99-114.
- Kapgen D. (2019). *Impacts of Agroecology-based Development Programs on Smallholder Farmers' Livelihoods in Eastern Burkina Faso*. Thèse en Sciences politiques et sociales, Université libre de Bruxelles.
- Kay C. (2015). The agrarian question and the neoliberal rural transformation in Latin America. *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, n° 100.
- Lacombe P. (2016). L'agriculture familiale : rengaine ou nouveauté ? *Natures Sciences Sociétés*, vol. 24, n° 2, pp. 123-35.
- Leach M., Mearns R. Scoones I. (1999). Environmental entitlements: dynamics and institutions in community-based natural resource management. *World Development*, vol. 27, n° 2, pp. 225-247.
- Leloup H. (2016). *L'agriculture de proximité à Lima, vers un système productif plus juste pour les producteurs et les consommateurs*. Justice spatiale-Spatial justice, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, UMR LAVUE 7218, Laboratoire Mosaïques, Justice alimentaire et Agriculture, 9 p.
- López Guevara S. M., Arciniegas Romero M. G., Guerrero Villegas W. M. (2017). Alternativas de desarrollo comunitario y ferias solidarias en Imbabura. *Revista Publicando*, vol. 11, n° 2, pp. 545-69.
- Markelova H., Meinzen-Dick R., Hellin J., Dohrn S. (2009). Collective action for smallholder market access. *Food policy*, vol. 34, n° 1, pp. 1-7.
- Marsland Neil I., Wilson S., Abeyasekera U. K. (2000). *A methodological framework for combining quantitative and qualitative survey methods*. DFID Project R7033: Methodological Framework Integrating Qualitative and Quantitative Approaches for Socio-Economic Survey Work.
- Mazoyer M. (1963). Les modalités d'application de la recherche opérationnelle en agriculture/ *Revue française de recherche opérationnelle*, pp. 107-129.
- Mazoyer M. Roudart L. (2002). *Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine*. Paris, Seuil.
- McMichael P. (2013). *Food regimes and agrarian questions*. Fernwood Publishing.
- Moruzzi Marques P., Freitas Le Moal M. (2014). Le Programme d'Acquisition d'Aliments (PAA) au Brésil : l'agriculture locale et familiale au cœur de l'action publique en vue de la sécurité alimentaire. *VertigO, La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 14, n° 1.
- Murillo R. Lacroix P. (2014). Ecuador. Ferias solidarias en Ecuador: alternativa para los pequeños productores locales y para un consumo sano y solidario en los territorios. In Cheng G., Lacroix P., *Ferias y mercados de productores: Hacia nuevas relaciones campo-ciudad*, Centro Peruano de Estudios Sociales et Agrónomos y Veterinarios sin Fronteras.
- Nigh R., González Cabañas A. A. (2015). Reflexive Consumer Markets as Opportunities for New Peasant Farmers in Mexico and France: Constructing Food Sovereignty Through Alternative Food Networks. *Agroecology and Sustainable Food Systems*, vol. 39, n° 3, pp. 317-341.
- Paz R. G., Jara C. E., Nazar P. (2013). *Economía social y agricultura familiar: la experiencia de la feria de Villa Río Hondo (Argentina)*. Universidad de Los Andes. Centro de Investigación para el Desarrollo Integral Sustentable Cayapa, 22 p.
- Pazos Barrera J. (2008). *El sabor de la memoria: historia de la cocina quiteña*. Quito: Fondo de Salvamento del Patrimonio Cultural de Quito (FONSAL), Quito.
- Peemans J.-Ph. (2018). Agricultures, ruralités, paysanneries : réflexions et questions pour

- une économie politique critique des discours dominants sur le développement. *Mondes en développement*, vol. 46, n° 182, pp. 21-48.
- Pimbert M. (Ed.) (2017). *Food sovereignty, agroecology and biocultural diversity: constructing and contesting knowledge*. London, Routledge, 338 p.
- Polanyi K. (1983). *La grande transformation*. Paris, Gallimard, 476 p.
- Roudart L. (2008). Du vent dans les voiles d'un navire qui garde son cap et son ancrage. *Mondes en développement*, vol. 36, n° 143, pp. 128-136.
- Scoones I. (1998). *Sustainable Rural Livelihoods: A Framework for Analysis*. IDS Working Paper 72, Brighton, Institute of Development Studies, University of Sussex.
- Scoones I. (2009). Livelihoods perspectives and rural development. *The Journal of Peasant Studies*, vol. 36, n° 1, pp. 171-196.
- Scoones I. (2015). *Sustainable Livelihoods and Rural Development*. Rugby, UK, Practical Action Publishing.
- Sen A. K. (1985). *Commodities and Capabilities*. Amsterdam, North Holland, 102 p.
- Shaffer P. (2013). *Q-squared: Combining qualitative and quantitative approaches in poverty analysis*. Oxford, Oxford University Press, 176 p.
- Sherwood S. G., Arce A., Paredes M. (2018). Affective Labor's 'Unruly Edge': The Pagus of Carcelen's Solidarity & Agroecology Fair in Ecuador. *Journal of Rural Studies*, n° 61, pp. 302-313.
- Usuga L. R., de Haro Giménez T., Parra López C. (2016). Los canales cortos de comercialización: Explorando los mercados campesinos para dinamizar la soberanía alimentaria. Comunicación científica, *Comercio justo y soberanía alimentaria, I Congreso Internacional*, Asunción, Paraguay, 4 Mai.
- Van der Ploeg J. D. (2008). *Les paysans du XXI^e siècle : mouvements de repaysannisation dans l'Europe d'aujourd'hui*. Paris, Charles Léopold Mayer, 213 p.
- Van der Ploeg J. D., Ye J., Schneider S. (2012). Rural development through the construction of new, nested, markets: comparative perspectives from China, Brazil and the European Union. *Journal of Peasant Studies*, vol. 39, n° 1, pp. 133-173.
- Van Dijk T. (2011). Livelihoods, capitals and livelihood trajectories: a more sociological conceptualisation, *Progress in Development Studies*, vol. 11, n° 2, pp. 101-117.
- Winters P., Corral L., Gordillo G. (2001). *Rural livelihood strategies and social capital in Latin America: Implications for rural development projects*. University of New England, Graduate School of Agricultural and Resource Economics, 28 p.
- World Bank (2007). *World Development Report: Agriculture for Development*.